



La dernière collection du créateur **Helmer** est un éblouissement pour les sens *Page B 6*

Idées : Victor-Lévy Beaulieu et la révolution intranquille *Page B 5*

Cyclisme : La parole, la science et la police contre les faussaires *Page B 2*

PERSPECTIVES

CAHIER B › LE DEVOIR, LES SAMEDI 27 ET DIMANCHE 28 OCTOBRE 2012



Les bibliothèques sont de plus en plus fréquentées par les familles immigrantes.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

INTÉGRATION DES IMMIGRANTS

La bibliothèque pour rompre l'isolement

ISABELLE PORTER

Outre le déclin du français à Montréal, les données du recensement a révélé cette semaine que les allophones étaient de plus en plus présents en banlieue. Mais comment intégrer les familles immigrantes dans un milieu aussi propice à l'isolement? La solution passe notamment par les bibliothèques.

Selon la chercheuse Annick Germain de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS), les bibliothèques jouent un rôle « central » dont on ne mesure pas assez l'importance. « Dans l'enquête qu'on fait en ce moment, c'est clair que les bibliothèques sont de plus en plus fréquentées par les familles immigrantes, explique la directrice du centre de recherche Immigration et métropoles. À Toronto et à Vancouver, ils ont compris que les bibliothèques sont des institutions tout à fait importantes du point de vue de l'intégration, y compris linguistique. »

L'équipe de M^{me} Germain mène des recherches sur les lieux de « cohabitation inter-ethnique ». Ces lieux étant plus rares en banlieue, elle s'est concentrée sur les parcs et les bibliothèques.

Or les bibliothèques n'ont pas encore « adapté leur offre » aux immigrés. « Dans les quartiers comme Chomedey [à Laval], où il y a de l'immigration depuis très longtemps, ils savent quoi faire. Mais dans les banlieues qui sont en train de se diversifier rapidement, comme Vimont, c'est autre chose. »

Ce n'est pas tant de livres qu'on manque mais d'activités, ajoute-t-elle. « Il ne faut pas oublier que les immigrés qu'on a sont très scolarisés et demandeurs d'activités pour leurs enfants. Ce sont de grands consommateurs de services. » Comme quoi? « Les activités pour les enfants et les familles ont un succès fou », dit-elle en mentionnant les activités consacrées aux contes.

La juridiction municipale

Michèle Vatz-Laaroussi étudie l'immigration dans les zones à faible densité d'immigrants à l'Université de Sherbrooke. Elle trouve cette piste très intéressante. « À Sherbrooke, la bibliothèque municipale joue un rôle important dans l'intégration et la francisation des nouveaux immigrants », dit-elle. « C'est important d'avoir des espaces de rencontre dans les banlieues qui attirent les gens. »

Le hic, c'est que les bibliothèques relèvent des villes et l'intégration des immigrants, du ministère de l'Immigration, note Stephan Reichhold, de la Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes. « Toute la stratégie d'immigra-

tion est éparpillée », déplore-t-il en soulignant que le ministère de l'Éducation et Emploi-Québec comptent aussi.

M. Reichhold souligne par ailleurs que les banlieues sont des « déserts » en matière de services aux immigrés et que dans la région de Montréal la plupart font la navette vers l'île pour en recevoir. « À ma connaissance, il y a deux organismes sur le territoire de Laval contre une quarantaine à Montréal. »

Il pense qu'on devrait renouer avec le programme de jumelage entre familles, qui a été abandonné il y a une dizaine d'années. « Ce que les familles déplorent le plus, c'est l'isolement, dit-il. Il y a très peu de choses qui se font en rapprochement interculturel alors que, dans le reste du Canada, on a investi massivement là-dedans et ça donne des résultats au niveau linguistique autant que pour la connaissance de l'autre. »

Et pendant ce temps, sur l'île...

À Laval, entre 2001 et 2011, la population dont la langue maternelle est le français est passée de 74,2% à 62,2%, selon le dernier recensement. Pendant ce temps, les langues maternelles autres que l'anglais sont passées de 19 à 29,8%.

Malgré tout, l'étalement urbain de l'immigration se fait plus lentement au Québec qu'ailleurs au Canada. « Le Québec est tout à fait exceptionnel à cet égard, note Annick Germain. En Ontario ou en Colombie-Britannique, les immigrants s'installent autant sinon plus dans les banlieues qu'en ville, alors qu'ici c'est l'inverse. La majorité s'installent encore sur l'île de Montréal. »

Ainsi, ce n'est pas tant le déplacement des allophones vers les banlieues qui préoccupe que celui des familles dont la langue maternelle est le français.

Sur l'île, la proportion de gens dont la langue maternelle est le français est passée à 48,5%. Une situation de déséquilibre pour le ministre responsable de Montréal, Jean-François Lisée. « Moins il y a de francophones dans l'île, moins les francophones peuvent intégrer les autres », disait-il cette semaine.

D'où cette idée d'intervenir sur l'offre en logements pour freiner l'exode des familles francophones vers la banlieue. Une démarche que le professeur Daniel Gill de l'Université de Montréal qualifiait d'inutile encore tout récemment. « Je le dis souvent aux gens de la Ville de Montréal: 'N'essayez pas de garder les familles à Montréal, ça ne fonctionne pas!', disait-il dans un reportage sur la densification il y a deux semaines.

Annick Germain est plus nuancée. « Je suis

un peu moins pessimiste que Daniel Gill », dit-elle. Le problème, selon elle, c'est que « les grands logements locatifs ne sont pas rentables pour les constructeurs privés. Il faut intervenir en amont sur la construction de logements ».

Elle est toutefois moins convaincue par l'idée de franciser les garderies. « On a déjà assez de problèmes à mettre sur pied les services de garderie! » M. Reichhold renchérit en avançant que la plupart des immigrés ne trouvent pas de place de toute façon.

Tout en reconnaissant les efforts réalisés ces dernières années, les deux insistent sur les efforts à déployer dans le monde du travail. Encore trop d'immigrants qui parlent très bien français ne se trouvent pas d'emploi, rappelle M. Reichhold. Autre souci: les travailleurs temporaires, note M^{me} Germain. « À mon avis, c'est le problème principal auquel on va faire face. On admet presque autant de travailleurs temporaires que d'immigrants sélectionnés, mais pour ce qui est des exigences en matière de langue, c'est un peu comme si on s'en remettait aux employeurs. »

D'autres trouvent que les cours de francisation pour adultes sont insuffisants. « Ce n'est pas sérieux, affirme le spécialiste des questions linguistiques Michel Paillé. On reçoit 1000 immigrants par semaine et il y a des sessions de cours qui débutent quatre fois par an. En attendant que les cours débutent, s'ils trouvent un emploi en anglais, c'est fini pour eux. Il faudrait mettre sur pied chaque semaine de nouvelles classes. »

Dire que le PQ est sensible à l'enjeu linguistique est un euphémisme. Mais que priorisera-t-il? On parle de freiner les écoles passerelles, de soumettre les petites entreprises à la Charte de la langue française, de faire baisser le seuil d'immigration à moins de 50 000 nouveaux arrivants par année...

La ministre responsable de la Charte, Diane De Courcy, a promis « une réforme costaud ». Mercredi prochain, la première ministre en décrira l'essence dans son discours inaugural à l'Assemblée nationale.

Comment l'opposition réagira-t-elle? Pour l'heure, les libéraux se montrent prudents. « On verra avec le discours inaugural, a expliqué le porte-parole en matière de langue, Marc Tanguay. Il faut trouver un équilibre entre l'épanouissement du français et le respect des libertés individuelles. Ça requerra une vigilance de tous les instants. »

Quel avenir pour la filière du gaz ?

Malgré l'importante controverse entourant l'exploitation éventuelle du gaz de schiste au Québec, l'industrie n'en démord pas. Son principal porte-parole, Lucien Bouchard, a d'ailleurs fait valoir cette semaine que la province devra inévitablement se tourner vers cette ressource puisque celle-ci représente, selon lui, la transition « par excellence » vers les énergies plus propres. Les groupes environnementaux estiment au contraire que le recours accru au gaz non conventionnel ne peut que retarder un virage vert plus que jamais nécessaire pour éviter la catastrophe climatique.

ALEXANDRE SHIELDS

Le président de l'Association pétrolière et gazière du Québec (APGQ), Lucien Bouchard, l'a dit sans détour: la planète vit présentement un véritable « âge d'or » du gaz naturel, une période d'abondance et de bas prix qui s'appuie de plus en plus sur l'exploitation des réserves de gaz de schiste. Une bonne nouvelle, selon lui, puisque cette ressource permettrait de réduire les émissions de gaz à effet de serre en remplaçant d'autres énergies fossiles plus polluantes.

« L'occasion est belle de bonifier le bilan environnemental, non pas seulement au Québec et au Canada, mais dans le monde entier, a soutenu mardi M. Bouchard devant un parterre de membres de l'APGQ réunis dans un hôtel de Montréal. Le gaz naturel est l'énergie de transition par excellence, en attendant qu'on développe des sources d'énergie réellement alternatives. C'est la plus écologique des énergies courantes et la plus conforme aux impératifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Si la prise de conscience écologique s'intensifie, la tendance sera forte pour augmenter encore plus qu'on ne le prévoit aujourd'hui l'utilisation du gaz naturel. Il n'y a pas d'autre source d'énergie qui puisse présentement combler les besoins énergétiques grandissants tout en limitant la croissance des émissions de gaz à effet de serre. »

En plus de jouer la carte environnementale, le personnage le plus en vue du lobby des énergies fossiles a insisté sur l'essor fulgurant que prend le gaz naturel dans le paysage énergétique planétaire. En fait, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), le gaz est la seule source fossile qui prendra de plus en plus de place au cours des prochaines années, passant de 23% de la consommation mondiale en 2009 à 35% en 2030. « Des pays comme le Japon et la Chine devront importer des quantités massives de gaz naturel liquéfié », a précisé M. Bouchard. Les pays émergents devraient accaparer une bonne partie de ce gaz. En Inde, on prévoit que la consommation sera multipliée par trois d'ici 20 ans.

Et l'engouement pour l'exploitation du gaz de schiste est tel aux États-Unis que le pays pourrait bien devenir d'ici quelques années le deuxième exportateur mondial, derrière la Russie. Chez nos voisins, où des dizaines de milliers de puits ont été forés et fracturés, le « shale gas » représente déjà 26% de la production nationale. Cette proportion devrait dépasser les 50% d'ici 20 ans. Le président Barack Obama ne cache d'ailleurs pas son intention de favoriser le développement du secteur.

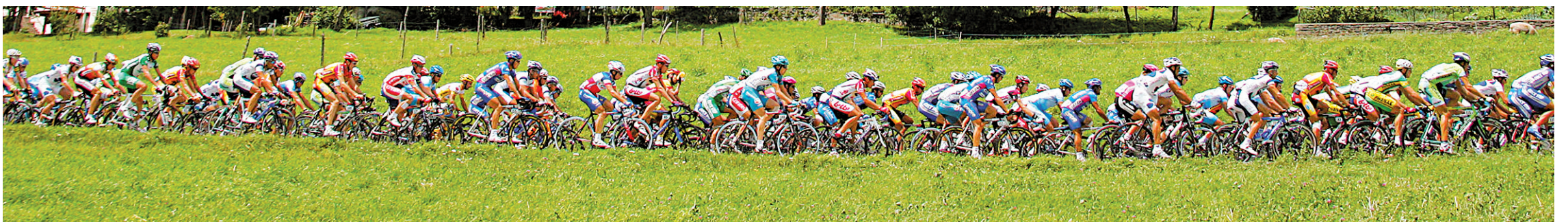
Dans ce contexte, Lucien Bouchard estime que le Québec devra ouvrir le sous-sol des basses-terres du Saint-Laurent aux entreprises qui veulent exploiter le gaz au profit de leurs actionnaires. « Sommes-nous tellement riches que nous puissions lever le nez sur une richesse dont la nature nous a heureusement pourvus? », a-t-il demandé cette semaine. Le gaz naturel compte pour 12% de la consommation énergétique de la province. Rappelant que le mazout pèse plus lourd dans le bilan, il s'est dit convaincu que le gaz québécois pourrait constituer un bon substitut.

L'ancien premier ministre a du même coup affirmé que nous importons déjà du gaz non conventionnel. « Une partie significative du gaz consommé par les Québécois, on parle de 30%, est du gaz de schiste acheminé de l'Ouest canadien sans que personne puisse constater de différence. Mais puisqu'il est produit ailleurs, on peut le consommer sans vergogne. » Des chiffres

Le Devoir

VOIR PAGE B 3 : FILIÈRE

PERSPECTIVES



JOEL SAGET AGENCE FRANCE-PRESSE

AFFAIRE LANCE ARMSTRONG

La parole, la science et les gendarmes contre les faussaires

En apparence, ce n'est pas la science qui a eu raison de Lance Armstrong. Le système de dopage ultraperfectionné du champion déchu a plutôt été déjoué par la parole humaine. Mais dans le contexte actuel de la lutte antidopage, tout est bon, disent des observateurs. La science aide, les gendarmes font leur part, la dénonciation contribue. Et des champions tombent, même si le processus a ses failles.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

«Je me suis déjà senti mieux, mais je me suis aussi déjà senti pire», disait Lance Armstrong lors d'un événement de sa fondation vendredi dernier. Pire? Il fallait bien un survivant improbable du cancer pour trouver dans sa vie quelque chose de «pire» que la déchéance publique qui frappe actuellement Armstrong.

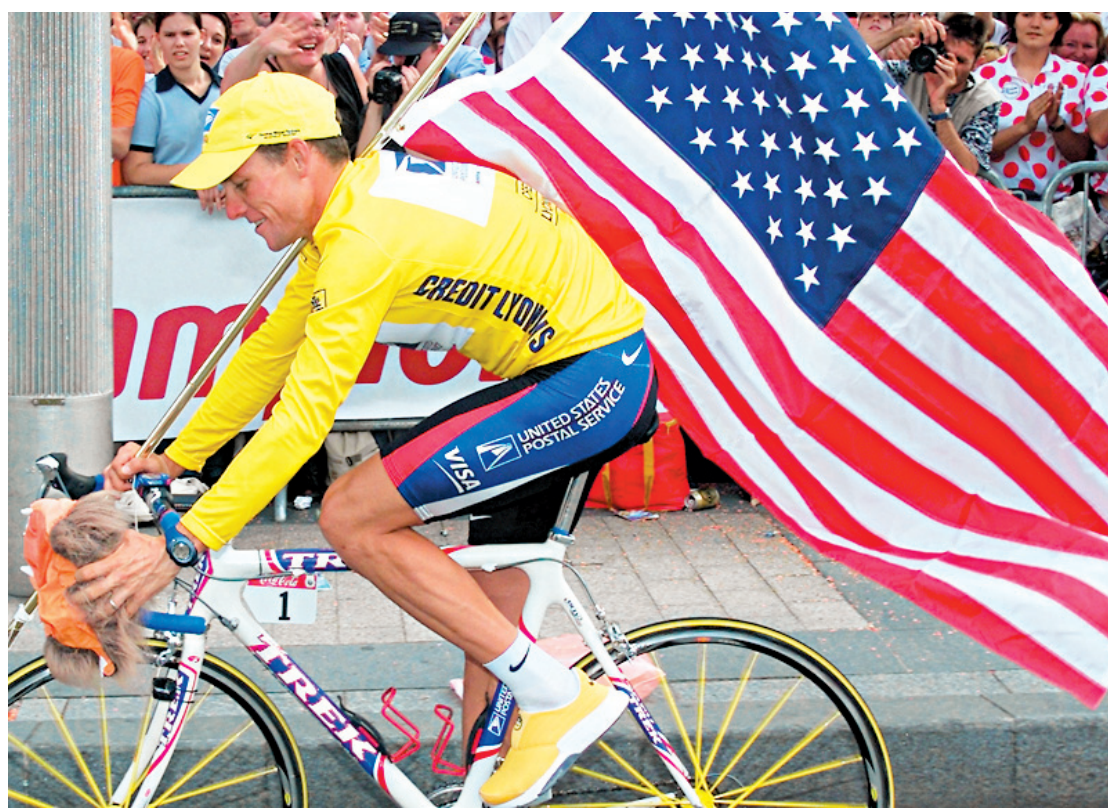
La semaine qui vient de s'écouler a scellé le sort de l'ancien champion cycliste. Il a officiellement tout perdu: ses sept maillots jaunes du Tour de France, la présidence de sa propre fondation (Livestrong), ses généreux commanditaires, Nike ne l'habille plus, Giro ne fournira plus ses casques, ni Trek ses vélos. Le roi de la petite reine est nu. Honni. «Il n'y a plus de place pour Lance Armstrong dans le cyclisme», a indiqué le président de l'Union cycliste internationale (UCI), Pat McQuaid. Il mérite d'être oublié.

Une connerie, ce commentaire, rétorque l'avocat montréalais Dick Pound, ex-président de l'Agence mondiale antidopage. «Armstrong ne doit pas être oublié: il doit rester dans les mémoires comme un exemple d'une ère de tricheurs dans le cyclisme, d'une période où on n'a pas agi assez vite pour les disqualifier.» Souhaiter simplement que le public «oublie» Armstrong, c'est le «même vieux modèle qui ne fonctionne pas», estime M. Pound. Il énumère: «Quand il y a eu l'affaire Festina en 1998 [le scandale touchant toute une équipe cycliste, qui a révélé l'emprise de l'EPO dans le monde cycliste], ils ont dit: ah, c'est juste une équipe, on repart à neuf avec un nouveau champion [Armstrong, gagnant du Tour en 1999]. Quand il y a eu Floyd Landis [vainqueur déchu du Tour en 2006], ils ont dit: ah, c'est juste un coureur, le reste du peloton est propre. Et là, on veut donner l'impression qu'Armstrong et son équipe étaient une exception, qu'il faut juste oublier. Non.»

Ils sont plusieurs à soupçonner l'UCI d'avoir protégé Armstrong au fil des ans. L'organisme a d'ailleurs confié vendredi à un comité indépendant le soin d'évaluer sa conduite. L'ancien triple vainqueur du Tour, l'Américain Greg Lemond, y est allé d'une charge virulente contre le président de l'UCI cette semaine. «Vous saviez fichtrement bien ce qui se passait dans le cyclisme, écrivait-il. Le problème de ce sport, ce n'est pas le dopage, mais la corruption. Et vous [Pat McQuaid et son prédécesseur] en êtes l'incarnation même.» Et Lemond de demander «au monde du cyclisme de [le] rejoindre pour dire à Pat McQuaid d'aller se faire foutre et de démissionner».

Reste que la décision de l'UCI d'entériner les recommandations de l'Agence américaine antidopage (USADA) a été largement saluée. L'étendue de la preuve présentée par l'USADA rendait cette décision incontournable, croit Dick Pound. Car cette preuve n'était pas que des oui-dire, dit Christiane Ayotte. La chercheuse spécialiste du dopage à l'Institut Armand-Frappier soutient ainsi que la science a contribué à faire tomber Armstrong.

«Les tests EPO urinaires ont été disponibles à compter de 2001, rappelle-t-elle au Devoir dans une conversation courriel. Dès lors, le laboratoire de Lausanne a rendu un premier résultat suspect [pour Armstrong], puis c'a été le laboratoire de Paris l'année suivante. Armstrong a été rencontré par l'UCI à ce moment. Or les échantillons du Tour de



Lance Armstrong

JOEL SAGET AGENCE FRANCE-PRESSE

Armstrong, plus fort que les autres?

Lance Armstrong aurait-il gagné le Tour de France sans produits dopants? A cette question, le journaliste François Thomazeau répond que, «contrairement à la légende populaire, les pays du bloc de l'Est n'ont jamais transformé des petits rats du Bolchoï en lanceuses de poids! Le dopage consiste à prendre un athlète doué, voire surdoué, et de li-

miter encore les risques de défaite en en faisant un surhomme. Armstrong avait certainement des qualités physiques hors du commun. C'est surtout une personnalité extrêmement complexe, un mental et une détermination exceptionnels. Quiconque a rencontré le personnage ne peut se départir d'une certaine fascination.»

France de 1999 [le premier gagné par Armstrong] étaient encore disponibles. Pourquoi l'UCI n'a-t-elle jamais demandé la réanalyse de ceux-ci? Lorsque le laboratoire de Paris l'a fait pour des motifs de recherche [pour améliorer ses méthodes], les résultats ont été coulés au journal L'Equipe et ils montraient des résultats positifs à l'EPO pour Armstrong [une histoire qui avait fait beaucoup de bruit lorsqu'elle est sortie en 2005]. Mais puisque ça c'était fait hors du contexte strict du dopage, il n'était pas possible de poursuivre Armstrong pour une infraction.»

Cela dit, M^{me} Ayotte rappelle que de nombreux cyclistes se sont fait pincer par la science dans les dernières années: Floyd Landis, Tyler Hamilton, Alberto Contador, Franck Schleck et plusieurs autres ont été démasqués. Des «succès de la science», dit-elle. Et ce furent souvent ces contrôles positifs qui ont ensuite forcé les cyclistes à se mettre à table pour dénoncer Armstrong (notamment Hamilton et Landis).

«Alors, je dis que la science a permis de lever le voile sur cette sale histoire», soutient M^{me} Ayotte.

«Si les contrôles ne servaient à rien, on n'aurait pas perdu deux vainqueurs du Tour en cinq ans, ajoutait cette semaine le directeur du Tour, Christian Prudhomme. Que les contrôles n'aient pas été efficaces pendant la période Armstrong, je le constate. Je ne pense pas qu'ils soient inefficaces aujourd'hui. La différence avec le passé, c'est qu'autrefois la police et les douanes trouvaient les affaires. Aujourd'hui, c'est aussi le monde du sport [qui y contribue].»

Pour François Thomazeau, auteur et journa-

liste français qui a couvert une vingtaine de Tours de France pour l'agence Reuters et Le Monde, il y a des signes encourageants montrant que la lutte fonctionne. «Depuis Festina, les coureurs se font attraper et tous les grands noms sont tombés, ou presque. Il n'y a pas un sport qui ait à ce point fait le ménage, au risque d'en crever. Ne soyons pas naïfs, d'autres sports sont aussi gangrenés par le dopage (athlétisme, ski de fond...), mais ils n'ont pas encore entamé leur révolution culturelle. Parce que c'est vraiment d'une culture mafieuse qu'il s'agit... Armstrong n'est que l'héritier d'une longue tradition de «pas vu, pas pris», d'omerta, de mensonge et de dissimulation qui fait partie de la génétique du vélo. Et c'est cette culture qui, petit à petit, tend à s'effacer. L'ère du secret est sans doute en train de cesser... même si certaines performances continuent d'entretenir le doute.»

Thomas Voeckler, par exemple. Le chouchou des Français a offert cet été un numéro stupéfiant sur les pentes des Pyrénées, selon un ancien entraîneur de Festina. Antoine Vayer a calculé pour Le Monde (à l'aide d'une formule qui établit la puissance en watt développée par les coureurs) que Voeckler avait atteint une «puissance mutante» proche de celle de Richard Virenque, un des symboles du scandale Festina (celui qui disait avoir été «dopé à l'insu de son plein gré»). De façon plus concrète, Voeckler a conclu cet été la plus grosse étape de montagne du Tour en 5h35, soit 14 minutes de moins que Pantini en 1998 pour exactement la même étape.

Le changement de culture est plus lent que le peloton, reconnaît François Thomazeau. «Les cou-

reurs ont du mal à comprendre» ce qui est en train de se passer, dit-il. «Les contrôles ne sont qu'une toute petite partie de l'arsenal à la disposition de la lutte antidopage. Les coureurs sont encore persuadés que, tant qu'ils ne sont pas contrôlés positifs, ils ne risquent rien. C'est faux. Depuis 15 ans, c'est la police qui s'occupe de leurs affaires. S'ils trichent, ils finissent en garde à vue, devant un juge, voire en prison [d'ailleurs, Lance Armstrong pourrait être accusé de parjure aux États-Unis]. Des coureurs disent encore: nous ne sommes pas des criminels! C'est de la pure inconscience. Armstrong a gagné des millions au moyen d'un système qui s'apparente à de l'escroquerie de masse. C'est le Bernard Madoff du vélo!»

Mais le journaliste se dit convaincu que le milieu cycliste, les commanditaires, les équipes veulent en finir avec ce problème. «Longtemps, tout ce beau monde a nagé en eaux troubles en se voilant la face. Mais c'est [maintenant] un risque trop grand pour les commanditaires.» A cet égard, l'exemple de Nike est probant: la compagnie a toujours soutenu ses athlètes dans la tourmente, Armstrong comme Tiger Woods ou Koby Bryant. Jusqu'à la semaine dernière: Armstrong n'a pas trompé sa femme, mais tout un sport. Et ça, pour Nike, c'est impardonnable.

Et maintenant?

Et maintenant, quoi? On oublie Armstrong et on recommence? Comme on a tenté d'oublier Festina et Pantani (vainqueur en 1998)? Comme on a tenté d'oublier Landis ou la désolante édition 2007? C'était l'année où il y avait tellement de testés positifs que Libération s'était mis à encourager le dernier au classement, la «lanterne rouge»: «Allez, moins vite!»

Selon François Thomazeau, il est bien difficile de croire à un simple renouveau du cyclisme, comme on le proclame après chaque crise. «Lors de l'annonce du parcours du Tour 2013 cette semaine, la plupart des coureurs étaient fatalistes en la matière, observe-t-il. Le champion du monde, Philippe Gilbert, ne cachait pas que lui-même et ses camarades avaient «perdu toute crédibilité.»

Dick Pound estime pour sa part qu'il faudrait mettre sur pied une forme de commission vérité-réconciliation sur le dopage, un peu comme l'Afrique du Sud post-apartheid l'a fait. «Ça prend un changement spectaculaire. Une commission comme ça permettrait de tout mettre sur la table, de dire: c'était horrible, mais à partir de maintenant, on suit de nouvelles règles pour aller de l'avant.» L'idée a été avancée par l'USADA au cours des dernières semaines. Elle plaît à certains, mais d'autres s'opposent à ce qu'on efface l'ardoise sans punir les coupables.

Dans l'attente, certains prennent leurs propres initiatives. Fondé en 2007, le Mouvement pour un cyclisme crédible regroupe actuellement 11 équipes professionnelles, dont quatre qui participent au Tour. Les membres acceptent des règles plus sévères, notamment en matière de sanctions. Fort bien. Mais ce n'est là qu'un élément du dossier, notait mercredi en éditorial le quotidien belge Le Soir.

Celui-ci faisait remarquer que le problème du dopage excède le cadre sportif — et encore plus le cadre du vélo. Les «structures élargies» du dopage touchent au crime organisé, au «business clandestin des produits dopants». «Seulement la moitié des pays européens criminalisent le trafic de produits dopants dans leur législation nationale.» L'affaire Armstrong devrait en ce sens mener à un profond examen de conscience, souhaite Le Soir. Pour qu'un jour la blague de Coluche ne soit plus qu'une blague, justement: «Mais s'ils ne se dopaient pas, les coureurs... il faudrait que le Tour parte à Noël pour arriver sur les Champs le 14 juillet!»

Le Devoir

ÉTATS-UNIS

Comment Obama et Romney jonglent avec les swing states

PIERRE BOUVIER

Les sondages nationaux, comme celui du Washington Post-ABC, placent Mitt Romney devant Obama. Dans ce sondage, Mitt Romney recueille 50% d'intentions de vote et le président Obama, 47%. Le quotidien rappelle que cette marge n'est pas statistiquement significative, mais que d'autres indicateurs montrent une tendance favorable au candidat républicain: 52% des électeurs pensent qu'il est plus à même de remettre l'économie en marche (seuls 43% pensent que le président en est capable).

Le candidat républicain a aussi rattrapé son retard en ce qui concerne la capacité des candidats à prendre en considération les problèmes des électeurs (46% pensent que Romney se sent concerné par leurs problèmes, 48% estiment que le président se sent plus concerné).

Le blogue FiveThirtyEight du New York Times relativise cette impression et estime que le momentum, la poussée dans les sondages de Mitt Romney observée après le débat de Denver, semble avoir pris fin.

L'Ohio, clé de l'élection

Le New York Times note que l'équipe du candidat démocrate n'est guère impressionnée par ces chiffres. Elle affirme avoir entamé sa campagne plus tôt que celle des républicains, qu'elle a identifié, poussé à s'inscrire et mobilisé les électeurs clés dans les États décisifs. A l'appui de cette affirmation, un sondage de Time indique que, dans l'Ohio, l'État qui pourrait à lui seul décider de l'élection, Barack Obama dispose de cinq points d'avance parmi les électeurs qui ont voté et ceux qui affirment qu'ils vont voter.

Ce sondage indique qu'il y a deux élections dans le «Buckeye State»: parmi les électeurs qui n'ont pas encore voté, les deux candidats sont à égalité (45% d'intentions de vote), mais parmi ceux qui ont voté — en 2008, le tiers des électeurs avaient voté par anticipation —, Obama aurait recueilli 60% des suffrages (30% pour Romney). En ajoutant ces deux groupes, le président sortant obtient 49% des votes (44% pour Romney).

Le sondage montre que le gender gap est aussi favorable à Obama: 56% des électrices

choisissent Obama (37% Romney), 51% des hommes soutiennent Romney (42% Obama). Romney reçoit 49% des appuis parmi les électeurs blancs (42% pour Obama). Obama recueille 65% des intentions de vote parmi les moins de 40 ans alors que Romney séduit les plus de 65 ans et est en tête parmi les indépendants (53% contre 38% pour Obama).

Les grands électeurs

S'ils veulent l'emporter, les candidats en sont réduits à jongler avec les swing states (États charnières). BuzzFeed présente en deux graphiques réalisés par l'Institut de sondage (républicain) Public Opinion Strategies les différentes options qui s'offrent aux candidats pour atteindre les 270 voix du Collège électoral. Pour Mitt Romney, la victoire passe par le 3-2-1. Il doit remporter tous les États gagnés par John McCain en 2008 (soit 173 grands électeurs), auxquels il faut ajouter trois États historiquement rouges mais perdus par le sénateur de l'Arizona (Caroline du Nord, Virginie et Indiana, soit 39 voix), puis les deux plus importants (par le nombre de grands électeurs au

Collège électoral) swing states remportés par Bush en 2000 et en 2004 (Floride et Ohio, soit 47 voix) et n'importe quel État «joker» (New Hampshire, Nouveau-Mexique, Minnesota, Iowa, Nevada, Colorado, Wisconsin, Michigan, Pennsylvanie).

Pour Obama, il s'agit de reprendre la carte des États gagnés par John Kerry en 2004 (251 grands électeurs) puis de choisir une route: celle des États de l'Ouest (Nouveau-Mexique, Iowa, Nevada, Colorado, qui lui donne 272 voix du Collège électoral), celle de la Floride (qui lui en donne 275), celle des États du Sud (Virginie et Caroline du Nord, qui lui en donnent 274) ou celle du Midwest (Ohio et Iowa, qui lui donnent 270 voix).

L'agrégateur de sondages du site FiveThirtyEight du New York Times permet de suivre les neuf États charnières qui vont décider de l'élection le 6 novembre. Il propose de suivre les sondages au jour le jour, les visites des candidats, etc., et affirme, en date du 26 octobre, que le président a 73,1% de chances de remporter l'élection, avec 294 voix au Collège électoral.

Le Monde

PERSPECTIVES

Les ados et leur santé

Le nombre de jeunes avec un surplus de poids a augmenté récemment

Lundi dernier, l'Institut de la statistique du Québec a rendu publique une étude sur la santé et les habitudes de vie des adolescents québécois. Alimentation, activités physiques, poids, tabagisme et consommation d'alcool chez les élèves du secondaire ont été scrutés à la loupe par les évaluateurs de l'Institut.

JEANNE CORRIVEAU

Une minorité d'adolescents québécois mangent quotidiennement les six à huit portions de fruits et légumes recommandées par le *Guide alimentaire canadien* ou consacrent 60 minutes d'activités physiques par jour comme le prescrivent les autorités de santé publique. Le nombre d'élèves du secondaire souffrant d'embonpoint continue de grimper et le quart d'entre eux sont sédentaires. Faut-il s'inquiéter de nos ados ?

Suzie Pellerin, directrice de la Coalition québécoise sur la problématique du poids, croit que oui. « Ce qui nous inquiète surtout, au-delà du surpoids, ce sont les maladies qui y sont associées, comme le diabète de type 2, les maladies cardiovasculaires et différents cancers. On sort d'une campagne électorale au cours de laquelle il a beaucoup été question des médecins de famille et des listes d'attente dans les urgences. On se doit de mettre autant d'énergie à prévenir l'obésité parce que ce sont les générations futures qui risquent d'être plus malades et de vivre moins longtemps que les générations précédentes », dit-elle.

Professeur d'éducation physique à l'école secondaire Sophie-Barat, dans Ahuntsic-Cartierville, Eric Laforest estime lui aussi que l'état de santé des jeunes est préoccupant. Il y a des indices qui ne trompent pas, comme l'endurance des jeunes au niveau cardiorespiratoire, signale-t-il : « Parfois, on fait des échauffements de 5 à 10 minutes et ils sont finis. »

Selon lui, le portrait dressé par l'enquête de l'ISQ est fidèle à la réalité. Sur le terrain, il observe une augmentation du nombre d'adolescents avec un surplus de poids. Une infime proportion des jeunes font de l'exercice de leur propre chef à l'extérieur de l'école, de là l'importance d'assurer des cours d'éducation physique à l'école, dit-il. Au cours des 23 dernières années, il a d'ailleurs noté une baisse quant au goût pour l'effort de la part de ses étudiants. « C'est clair que ce n'est plus comme avant, souligne-t-il. Il faut que ce soit facile et, lorsqu'ils se retrouvent devant un exercice plus difficile, ils n'aiment pas ça. Il faut que je les pousse plus qu'avant, mais quand la relation est établie, ça va bien. »

« Pourtant, les adolescents sont heureux quand ils bougent, poursuit-il. Je vois des sourires et j'entends des rires à chacun de mes cours. »

S'il croit que l'état de santé des ados est préoccupant, il relève tout de même quelques aspects positifs : « Au niveau de la consommation de drogue, d'alcool et de cigarette, il y en a toujours eu et il va toujours y en avoir, malheureusement. Au moins, je constate que la cigarette a diminué. Dans mon temps, il y avait un local pour fumer dans mon école secondaire. Donc, c'est mieux aujourd'hui. »

Il note aussi que l'alimentation des jeunes s'est améliorée, mais que la présence de restaurants offrant de la malbouffe autour des écoles constitue une sérieuse menace pour les saines habitudes en matière d'alimentation.

Poids, régimes et boissons sucrées

Il est difficile de mesurer avec précision les progrès ou les reculs en matière de santé des ados car la méthodologie de l'enquête de l'ISQ publiée lundi dernier diffère des précédentes études réalisées au Québec et au Canada sur les mêmes thèmes. Cette fois-ci, 63 200 jeunes fréquentant 470 écoles secondaires québécoises ont été sondés, ce qui constitue un vaste échantillonnage.

« C'est une photographie des jeunes du secondaire. Pour moi, c'est l'occasion de voir ce sur quoi il faut travailler », estime Chantal Bayard, chargée de dossiers à l'Association pour la santé publique du Québec, qui hésite à se prononcer sur les écarts entre l'état de santé des ados d'aujourd'hui et ceux des générations précédentes. Le mode de vie des Québécois a changé, tout comme l'environnement familial : le fait que les deux parents — quand ils sont encore ensemble — travaillent



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Québec prépare un nouveau plan d'action sur la santé des jeunes qui devrait être dévoilé d'ici un

et l'attrait des ados pour les écrans d'ordinateur et les consoles de jeu ne sont pas sans effets sur les habitudes en matière d'alimentation et d'activités.

Une chose est sûre : la proportion de jeunes affichant un surplus de poids a augmenté au cours des dernières années et atteint maintenant 21%, alors que l'obésité touche 7% des adolescents.

Chantal Bayard est particulièrement préoccupée par le recours, par un nombre croissant de jeunes, à des méthodes parfois dangereuses pour contrôler ou perdre du poids. Les adolescents qui, au cours des six mois précédant l'enquête, ont posé des gestes à cet égard ont choisi de sauter des repas (souvent ou quelques fois) dans une proportion de 28%, de suivre une diète (12%) ou de ne pas manger de la journée (11%).

Ces stratégies sont néfastes, souligne M^{me} Bayard. Quant aux régimes, les études démontrent qu'ils sont inefficaces à long terme et que 95% des gens qui ont recours à cette méthode reprennent le poids perdu dans les cinq années suivantes. Selon M^{me} Bayard, il est temps de se préoccuper de cette question qui est intimement liée à l'apparence corporelle et à l'estime de soi. À cet égard, l'enquête révèle que 49% des jeunes sont insatisfaits de leur apparence physique.

De son côté, Suzie Pellerin, de la Coalition Poids, espère que Québec prendra des mesures pour réduire la consommation des boissons énergisantes par les jeunes. Les députés français viennent tout juste de voter en faveur d'une augmentation de 700% de la taxe spéciale sur les boissons énergisantes. La Coalition es-

père que cette mesure inspirera le gouvernement du Québec et elle suggère qu'une redevance soit imposée aux fabricants de ces produits qui sont soupçonnés, aux États-Unis, d'être liés à cinq décès. « Il y a 10 à 15 cuillères à soupe de sucre dans ces boissons, en plus de la caféine, et on ne connaît pas les effets à long terme de leur consommation », souligne M^{me} Pellerin.

Plan d'action

En 2006, Québec avait dévoilé un plan d'action doté d'une enveloppe de 400 millions de dollars pour promouvoir les saines habitudes de vie. Le plan comportait 70 mesures impliquant sept ministères sur des thèmes tels que l'activité culturelle, l'alimentation, l'image corporelle les transports, l'aménagement urbain et l'éducation.

Six ans plus tard, les résultats sont-ils tangibles? Suzie Pellerin hésite. Le plan d'action était « intéressant » et « pertinent », mais, selon elle, il avait le défaut de s'éparpiller dans toutes les directions sans fixer d'objectifs clairs.

Un nouveau plan d'action est en cours de préparation et devrait être dévoilé d'ici un an. « Il y avait tellement d'actions dans ce plan-là — il y en avait 75. Dans le cadre de la rédaction du nouveau plan d'action, ma recommandation serait qu'on se limite à une action significative par ministère », suggère-t-elle. Les solutions pour favoriser les bonnes habitudes de vie sont multiples, insiste-t-elle, pas seulement à la maison et à l'école, mais également dans l'environnement urbain et les transports. Mais encore faudrait-il en faire une réelle priorité.

Le Devoir

FILIÈRE

SUIITE DE LA PAGE B 1

contestés par l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique. « M. Bourchard sème la confusion quand il déforme les chiffres en parlant de 30% d'intégration du gaz de schiste en provenance de l'Ouest alors que l'Office national de l'énergie parle plutôt de 4%. Le site de l'industrie Gaz naturel canadien mentionne même que la production à grande échelle n'est pas encore une réalité au Canada », a expliqué son président, André Bélisle. Difficile, en fait, de connaître le taux exact. Gaz Métro ne le connaît pas.

Oui et non

L'exploitation du gaz de schiste québécois pourrait effectivement constituer une bonne option énergétique, estime Pierre-Olivier Pineau, spécialiste des politiques énergétiques et professeur à HEC Montréal. À condition toutefois de s'assurer de la sécurité environnementale de l'exploitation, que l'État ne subventionne pas le secteur, mais aussi qu'on se dote d'un véritable plan de réduction des émissions

des gaz à effet de serre (GES). Et ce plan ne peut passer que par une réduction de notre consommation effrénée d'énergie. À lui seul, le secteur des transports est responsable de plus de 40% des émissions de GES. Un secteur où le gaz naturel ne sera pas appelé à jouer un rôle important au cours des prochaines années.

Les groupes environnementaux appellent au contraire à tourner le dos à cette filière. Le porte-parole d'Équiterre, Steven Guilbeault, rejette l'idée voulant que le gaz de schiste constitue une énergie de « transition » vers des sources plus « propres ». Citant l'AIEA, il a rappelé que l'organisme a déjà reconnu que les investissements massifs dans le gaz de schiste avaient plutôt tendance à ralentir ceux nécessaires pour développer le secteur des énergies renouvelables. « Si on met beaucoup d'argent pour développer le gaz de schiste, c'est de l'argent qu'on ne peut pas mettre dans les énergies propres ou utiliser pour améliorer notre efficacité énergétique. Les investissements dans le secteur de l'énergie ne sont pas un puits sans fond, notamment dans un contexte d'incertitudes économiques mondiales. »

« Ces investissements nous enferment également dans un système énergétique toujours basé sur les combustibles fossiles émetteurs de gaz à ef-

fet de serre », a-t-il ajouté. Un phénomène qui risque d'affecter le Québec si le gouvernement donne son aval à l'exploitation des hydrocarbures. Sans oublier les risques environnementaux qui restent à préciser.

M. Guilbeault ne croit pas non plus à la possibilité de lutter efficacement contre les changements climatiques en recourant davantage à une source d'énergie fossile. « L'exploitation du gaz de schiste ne permet pas vraiment de réduire les émissions de GES. Il y a aussi tout un débat sur le bilan carbone des gaz de schiste, et ce, même par rapport au charbon. Oui, le gaz naturel est plus propre d'un point de vue de bilan atmosphérique. Mais d'un point de vue de réduction des GES, ce n'est pas la panacée. Et ce n'est certainement pas ce dont nous avons besoin pour nous diriger vers une réduction des émissions. »

Une étude publiée plus tôt cette année par la National Oceanic and Atmospheric Administration des États-Unis et l'Université de Boulder au Colorado concluait même que les émissions de gaz de schiste sont deux fois plus importantes que ce que rapporte cette industrie, au point d'équivaloir à celles du charbon, le pire combustible fossile pour le climat planétaire.

Le Devoir

Le bout du chemin



MICHEL DAVID

Fred Pellerin a terminé l'hommage à René Lévesque qu'il a transmis au *Devoir* par les mots suivants : « Et nous sommes toujours en chemin... » Vingt-cinq ans après la mort du père fondateur du Parti québécois, on n'en voit toujours pas le bout.

Il l'avait bien dit dans ses mémoires : « Ce qui restera vrai, cependant, c'est que l'idée de l'indépendance a besoin d'apprendre à patienter, à durer jusqu'au jour où elle reposera non plus sur un mouvement, si vaste soit-il, mais carrément sur un peuple. »

M. Lévesque citait lui-même Pierre Vadeboncoeur, qui écrivait en 1984, au moment où le PQ était menacé d'éclatement par le « beau risque » qu'il lui proposait : « L'indépendantisme ne doit pas tuer l'indépendance [...] Il ne doit pas devenir une politique imaginaire empêchant toute politique réelle. Autrement, que restera-t-il de nous, vraiment? »

Après un quart de siècle, ces remarques sont toujours d'actualité. La courte victoire péquiste du 4 septembre dernier a eu pour effet de mettre temporairement en veilleuse le débat entre les impatients et ceux qui sont moins pressés, mais il reprendra inévitablement au lendemain des prochaines élections, que le PQ obtienne une majorité parlementaire ou qu'il soit renvoyé dans l'opposition.



Après le coup de force constitutionnel de 1982, le « beau risque » a été perçu comme une véritable trahison de la cause souverainiste. Force est toutefois de reconnaître que la majorité des Québécois ne s'étaient pas plus indignés de la forfaiture de Pierre Elliott Trudeau qu'ils n'ont réagi à l'adoption de la Loi sur la clarté dix-huit ans plus tard.

M. Lévesque avait exposé ses raisons très clairement dans une entrevue publiée l'année de sa mort dans la revue française *Touidi*. « Il ne

fallait à aucun prix recommencer... à tout recommencer, proprement enquiquiner les gens avec une question qui, pour l'heure, n'était plus leur souci majeur. En un mot, il fallait éviter de se faire balayer de la carte, éliminer. Mais l'idée de souveraineté, je ne l'ai jamais abandonnée. »

« L'idée de l'indépendance a besoin d'apprendre à patienter »

-René Lévesque

Il avait même laissé un cadeau d'adieu empoisonné au camp fédéraliste. L'ac-

cord du lac Meech était contenu en germe dans le « *Projet d'accord constitutionnel* » qu'il avait transmis à Brian Mulroney tout juste avant sa démission.

Certes, la reconnaissance du « peuple québécois » a été remplacée par celle de la « société distincte », et les « conditions » de l'adhésion du Québec à la Constitution canadienne ont été diluées, mais les deux textes prévoyaient une nouvelle ronde de négociations pour revoir le partage des pouvoirs.

M. Lévesque savait très bien que, peu importe l'identité de son successeur, le PQ était voué à retourner dans l'opposition. Un autre que Robert Bourassa n'aurait peut-être pas réactivé le dossier constitutionnel, d'autant moins que l'opinion publique ne le réclamait aucunement, bien au contraire. M. Lévesque connaissait cependant son ancien collègue suffisamment bien pour se douter qu'il s'en sentirait l'obligation.



« L'indépendance a besoin d'apprendre à patienter... » C'est le principe qui sous-tend la stratégie du PQ, y compris la « gouvernance souverainiste » de Pauline Marois, depuis l'échec de 1995. La formule du « référendum le plus tôt possible à l'intérieur du prochain mandat », officiellement inscrite dans le programme entre juin 2005 et avril 2011, n'a jamais été autre chose qu'un vœu pieux imposé par la gestion interne du parti.

Les données du recensement de 2011 rappellent toutefois cet autre avertissement qu'avait lancé M. Lévesque : « Si, d'ici à l'an 2000, le Québec n'a pas accès à l'indépendance, nos chances diminueront pour des raisons démographiques, sociales et économiques. »

La déclaration de Jacques Parizeau à propos des votes ethniques était sans doute maladroite au plan politique, mais elle n'en était pas moins juste. Tous les sondages effectués depuis 1995 confirment que les non-francophones demeurent catégoriquement opposés à la souveraineté, et ils représentent une part grandissante de l'électorat.

La nécessité de contrer les effets du recul du français à Montréal, qui se manifeste maintenant dans ses banlieues, illustre très bien l'opposition entre « politique imaginaire » et « politique réelle » qu'évoquait Pierre Vadeboncoeur.

La souveraineté serait sans doute l'amendement à la Charte de la langue française le plus efficace, mais chacun sait que le mieux est l'ennemi du bien. Vu l'urgence d'agir, ne vaut-il pas mieux utiliser les pouvoirs dont dispose un « bon gouvernement » provincial plutôt que de tout miser sur un hypothétique référendum gagnant?

Pour paraphraser M. Vadeboncoeur, que restera-t-il de nous, vraiment, si la bataille de la langue est perdue? Qu'y aurait-il au bout du chemin de Fred Pellerin?

m david@ledevoir.com

ÉDITORIAL

INVESTISSEMENTS

Dire non à la Chine

Après avoir requis un mois de réflexion supplémentaire, Ottawa annoncera sous peu s'il autorise la société d'État chinoise CNOOC à acquérir la pétrolière albertaine Nexen inc. Alors que certains n'y voient aucun problème, d'autres se méfient d'un État comme la Chine dont le seul objectif est d'ajouter les richesses des autres nations à son portefeuille de ressources stratégiques. Ils ont raison!

La Chine a soif de ressources et, grâce aux billions de dollars accumulés ces dernières années, la voilà à l'assaut des régions du monde qui peuvent les lui fournir à bon prix. Comme d'habitude, l'approche adoptée par le gouvernement chinois est aussi stratégique que le produit convoité, et les sommes offertes sont colossales au regard de la valeur souvent dévaluée des entreprises convoitées. La Chine a compris les faiblesses du capitalisme et appris à en tirer profit!

À cause de son ouverture exceptionnelle aux investissements étrangers, le Canada, et dans une moindre mesure le Québec, est dans la mire des sociétés d'État chinoises. C'est le cas du géant de l'acier WISCO, qui exploite une mine de fer au nord du Québec, et plus récemment de la China National Offshore Oil Petroleum (CNOOC), qui a offert 15,1 milliards de dollars pour acquérir la société albertaine Nexen, classée douzième au palmarès des pétrolières canadiennes. Pour Nexen, la prime consentie équivaut à 60% de la valeur en Bourse au moment de l'offre d'achat.

Comme pour chaque tentative d'acquisition de grandes compagnies par des intérêts étrangers, la loi exige d'Ottawa qu'il juge si la transaction comporte un « avantage net » pour le pays avant de donner son aval. Or, comme il n'existe aucune définition de ce qu'est un avantage net, la décision gouvernementale varie au gré des humeurs et des forces en présence au moment de la transaction.

Rares sont les cas de refus, mais il y a deux ans, Ottawa avait bloqué l'achat de Potash Corp. par des intérêts anglo-australiens sous la pression du gouvernement de la Saskatchewan. Dans une autre cause, il avait pris la même décision pour des raisons de sécurité nationale et, la semaine dernière, il refusait la vente de la Progress Energy à la société d'État malaisienne Petronas sans justifier sa décision.

Dans les milieux financiers, on dit craindre que ces quelques refus lancent un message de fermeture aux investisseurs étrangers. Ce qui n'est évidemment pas le cas! Au contraire, s'il faut craindre quelque chose, ce sont plutôt les ventes au rabais de sociétés détenant des droits d'exploitation de nos ressources collectives. Surtout quand l'acheteur est le gouvernement d'un pays soupçonné d'espionnage industriel, aussi peu respectueux des lois du marché et des règles du commerce international que la Chine!

Le Canada et le Québec ont besoin de partenaires pour développer leurs ressources, cela est une évidence. Ce qui n'interdit pas l'extrême prudence à l'endroit de sociétés sous contrôle de gouvernements étrangers aux ambitions politiques parfois diamétralement opposées aux nôtres.

Dans le cas précis du projet d'acquisition de Nexen par la CNOOC, Ottawa doit dire non en précisant qu'à l'avenir, aucune société d'État sous contrôle d'un gouvernement non démocratique ne pourra détenir une participation majoritaire au capital d'une firme canadienne d'exploitation de ressources. Il en va du contrôle que nous exerçons sur le rythme d'exploitation de nos ressources et de l'usage qui en sera fait à l'avenir.

j-rsansfacon@ledevoir.ca

RÉFÉRENDUM À SOREL

Résistance culturelle

Dimanche se tiendra à Sorel un référendum qui ne peut que susciter l'étonnement et qui est pourtant l'archétype de discussions qui ont cours dans bien des villes, petites ou moyennes, du Québec dès qu'il est question d'aménagement.

Faut-il ou non que la Ville investisse dans un bâtiment historique doté d'une salle de spectacle pour lequel des subventions de Québec et d'Ottawa totalisant six millions de dollars sont déjà acquises si Sorel va de l'avant? Tous les partis politiques provinciaux appuient le projet, tout comme la Chambre de commerce de l'endroit. La réponse devrait donc aller de soi, et, pourtant, ça branle dans la manche!

Même l'ancien député du coin, Sylvain Simard, péquiste affirmé, vient de vanter les efforts déployés par l'ex-ministre libérale de la Culture, Christine St-Pierre, qui a dû batailler fort pour débloquer les subventions nécessaires à la rénovation de l'historique Marché Richelieu, situé en plein cœur de la ville. Les 5,2 millions promis par Québec, « ça ne passera pas dans deux mois, ni dans deux ans », a-t-il souligné avec raison.

Les adversaires du projet craignent que les 1,4 million de dollars requis de la Ville, outre de l'endettement, soient investis dans un projet mal ficelé et qui ne pourra être rentabilisé. Leur opposition n'est pas liée à la conservation du bâtiment, mais à sa vocation, jurent-ils.

Reste que l'arrière-fond de cette affaire laisse songeur. C'est de culture, qu'on cause, pas d'un aréna, et, en ce domaine, on a la suspicion rapide au Québec. Pourquoi investir dans une salle de 400 places au centre-ville quand on a deux polyvalentes pour accueillir les artistes? entend-on à Sorel. Et ce soutien au centre-ville, n'est-ce pas une concurrence déloyale pour les commerces situés à l'extérieur, qui ne vivent pas, eux, aux crochets de l'argent public?

La Ville a au moins eu l'intelligence, en mars, de faire citer le Marché Richelieu comme bâtiment patrimonial, ce qui oblige à l'entretenir. Un vrai contraste avec ce qu'on a pu voir l'an dernier à Saint-Hyacinthe, qui a laissé démolir avec la plus grande indifférence la Maison Dessaulles, où a vécu Henriette Dessaulles, première femme journaliste au Québec. Le conseil municipal avait refusé d'exercer son droit de citer la résidence. La maxime de bien des Québécois est simple: les vieilles bâtisses, ça s'apprécie seulement quand on joue les touristes en Europe!

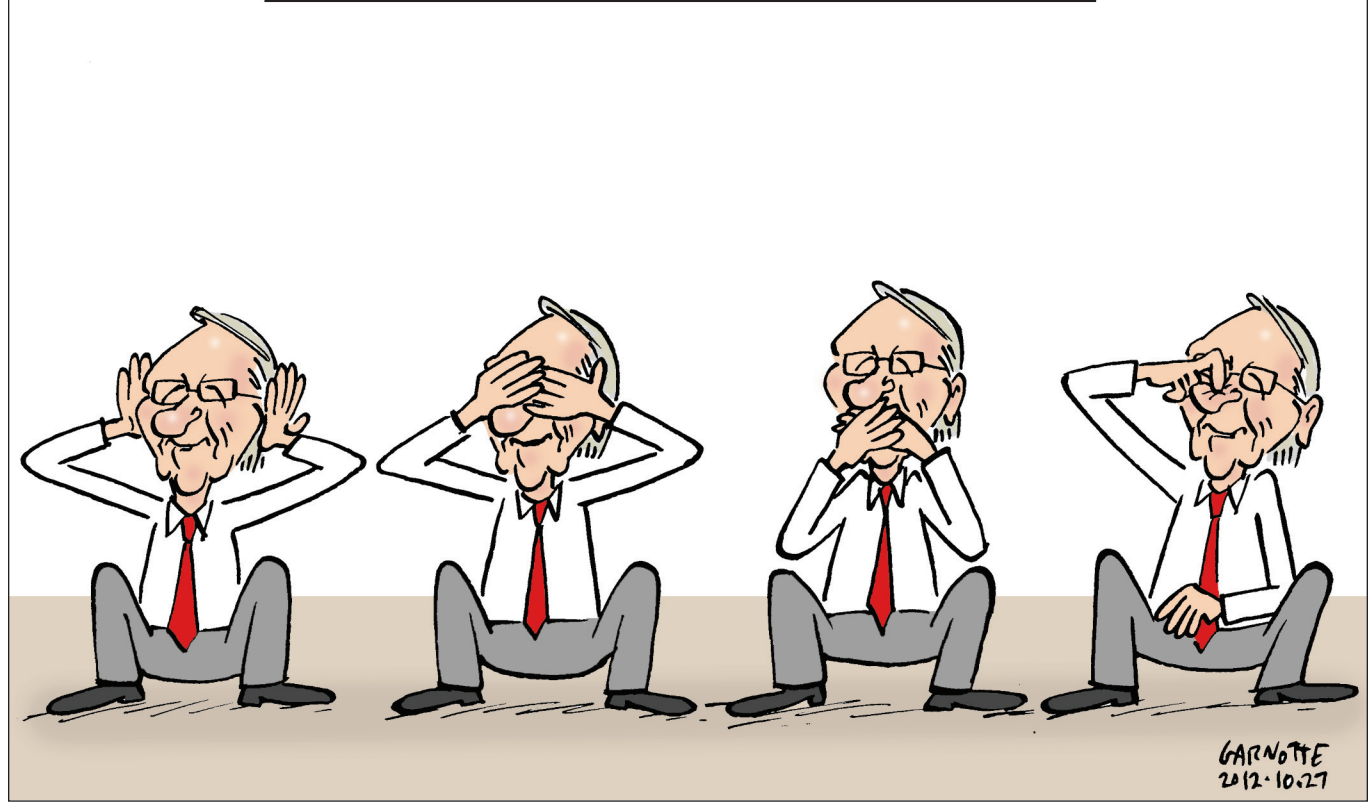
Et même quand, comme à Sorel, des élus ont à cœur ce qui devrait aller de soi — la préservation de l'histoire, la vitalité d'un centre-ville, l'expansion de la culture, si mal desservie hors des grands centres —, la résistance est implacable. On a bien peu appris depuis que tout le Québec chantait *Rue principale* des Colocs, il y a presque 20 ans...

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO

LES SINGES DE LA SAGESSE SELON GÉRALD TREMBLAY...



LETTRES

La girouette québécoise

Un sondage CROP réalisé pour le compte de *La Presse* nous apprend que, si Justin Trudeau était le chef du Parti libéral du Canada, le parti serait premier dans les intentions de vote au Québec. Or, sans le nom « Trudeau » sur le bulletin, le parti chute de 16% dans les appuis. Je ne peux m'empêcher de croire que nous sommes assez dupes pour voter en fonction d'un simple nom.

Rappelez-vous la vague orange qui a déferlé sur le Québec lors des dernières élections fédérales. Beaucoup de gens ont voté pour Layton sans savoir pourquoi, seulement parce qu'il avait fait bonne impression à *Tout le monde en parle*. Sans rien enlever à M. Layton, pour être élu au Québec, il semble que tout ce que ça prend, c'est un beau sourire, et avoir l'air vrai.

Depuis qu'il a annoncé sa candidature à la chefferie du PLQ, Justin Trudeau semble avoir disparu. Il est très effacé dans les médias, mais son nom fait son petit bout de chemin dans les intentions de vote. Sans dire un mot, l'électorat québécois en a fait son chou-chou, paraît-il. Encore une preuve de notre naïveté collective.

Avec ces conclusions, tout porte à croire que, ce qui manque au Québec

pour avoir son pays, c'est le retour d'un sympathique personnage fervent défenseur du Oui. Ça pogne plus que les convictions de nos jours, semble-t-il.

Yanick Desrochers
Étudiant au cégep de Lanaudière à Joliette Joliette, le 25 octobre 2012

Honte à vous

J'en veux à ces égocentriques qui ne pensent qu'à eux. J'en veux à ces mafieux, ces mauvaises personnes, qui ne pensent qu'au pouvoir de l'argent. J'en veux à ces politiciens malhonnêtes, à ces cadres et à ces ingénieurs corrompus qui deviennent leurs complices. Ils nous volent des millions de dollars. Ainsi, ils nous appauvrissent. Ils mutilent et fragilisent notre société et notre humanité.

Pendant ce temps, les écoles et les hôpitaux souffrent de sous-financement. Il n'y a pas assez de psychologues dans nos écoles pour aider nos enfants qui souffrent, car il n'y a pas d'argent. Les urgences débordent. Les listes d'attente n'en finissent plus...

Chose certaine, le contexte social actuel « d'insalubrité » et de puanteur me donne beaucoup de matière à

discuter avec mes élèves.

Honte à vous, ignobles individus!

Alain Tremblay
Enseignant du cours Éthique et culture religieuse en 4^e secondaire Le 25 octobre 2012

S.O.S. 101

Le Parti québécois a annoncé son intention de renforcer la loi 101 afin de l'appliquer au niveau collégial, interdisant ainsi aux francophones de fréquenter les cégeps anglophones. C'est une mesure tout à fait radicale, irréfléchie de la part du PQ. Quiconque devrait pouvoir choisir la langue propice à favoriser la réussite de ses études, surtout lorsqu'on parle d'études supérieures. Bientôt, les cégeps francophones seront surpeuplés; c'est impensable d'imaginer qu'ils peuvent présentement accueillir tous les étudiants issus de milieux non anglophones. Ce n'est pas que la langue qui est en jeu, c'est l'avenir de centaines de milliers de jeunes.

Gabrielle Martineau
Étudiante au cégep de Lanaudière à Joliette Saint-Jacques, le 25 octobre 2012

REVUE DE PRESSE

Pauvre démocratie...

MANON CORNELIER

L'état de notre démocratie est un sujet récurrent dans les chroniques publiées dans la presse anglophone. Il faut dire que la matière ne manque pas. Une pièce de choix: le second projet de loi budgétaire C-45, ce mammoth hétéroclite que le gouvernement veut faire adopter rapidement. Comme le note Stephen Maher, de Postmedia News, il faut féliciter le premier ministre Stephen Harper pour la réduction de sa propre pension et de celles des parlementaires, mais il serait bien qu'il permette aux députés de mériter leur paie en leur donnant la possibilité d'étudier et de débattre les projets de loi.

John Ivison, du *National Post*, trouve tout aussi intrigant cette volonté apparente du gouvernement de vouloir garder les députés dans le noir, y compris les siens, quand vient le temps de faire approuver ses dépenses. Les documents budgétaires et financiers sont alambiqués, les députés arrivent mal à s'y retrouver et le gouvernement ne fait rien pour les aider alors que « le rôle le plus important des élus est de s'assurer que les contribuables en ont pour leur argent ». Un comité parlementaire a, dans un rapport unanime et donc appuyé par les membres conservateurs, recommandé de modifier le moment et la façon de présenter, pour approbation, le plan de dépenses du gouvernement. Ce dernier a rejeté l'essentiel des recommandations. Ivison s'inquiète de l'érosion du rôle de gardien des finances publiques du député. « Il ne s'agit pas de l'argent du Parti conservateur, écrit-il, ils doivent obtenir la permission du Parlement pour le dépenser. Il ne faudrait pas, pour ce faire, exiger des députés qu'ils aient les pouvoirs d'enquête de Sherlock Holmes, le génie des mathématiques [...] et la patience de Job. »

Les remparts

Dans ce contexte, la bataille du directeur parlementaire du budget Kevin Page pour obtenir des données sur les compressions budgétaires apparaît plus pertinente que jamais, écrit Tim Harper, du *Toronto Star*. Elle est même fondamentale pour notre système parlementaire. Le fait qu'il soit forcé de menacer le gouvernement d'une poursuite judiciaire « en dit long sur la culture de peur qui sévit dans la capitale, sur la prédilection de ce gouvernement à diaboliser ses opposants et sur le peu de cas qu'il fait de sa promesse de transparence et de reddition de comptes, la principale raison pourquoi nous envoyons des députés à Ottawa ».

Andrew Coyne, du *National Post*, va dans le même sens. Il revient sur l'étude du plan de dépenses du gouvernement, communément appelé l'étude des crédits. « Comme à peu près tout dans notre Parlement actuel devenu largement cérémonial, les députés posent les gestes requis pour la forme, privés qu'ils sont du temps ou des faits nécessaires pour voter de façon informée. » Selon lui, le manque de données financières mène à une absence de reddition de comptes. Il déplore l'intimidation, le harcèlement et l'obstruction auxquels fait face le DPB, une créature des conservateurs. Plus inquiétant à ses yeux est le piètre état dans lequel se trouvent les mécanismes traditionnels de supervision du gouvernement.

Crise et solutions

Pour plusieurs commentateurs, notre démocratie est en crise. Don Lenihan, sur le site iPolitics, estime toutefois qu'il faut regarder au-delà des personnes et identifier les problèmes systémiques, dit-il. L'un d'eux est le passage de la défense du bien commun à la technique du marketing politique. On ne répond plus aux besoins. On

traite les citoyens en consommateurs à qui on offre des politiques taillées sur mesure pour obtenir leur vote. Le renversement de cette tendance dépend de l'engagement des citoyens, des médias et de politiciens prêts et aptes à changer cette façon de faire, dit Lenihan. Tout un programme.

Barbara Yaffe, du *Vancouver Sun*, ne se fait pas d'illusions. Selon elle, « les Canadiens ont la démocratie qu'ils méritent ». C'est parce qu'ils s'en préoccupent peu que certains politiciens peuvent prendre des libertés avec nos traditions parlementaires. Ils prorogent prématurément des sessions, présentent des projets de loi omnibus et les citoyens haussent les épaules. « Nos Parlements sont pourtant le lieu où les chefs et les ministres doivent rendre publiquement des comptes sur leurs décisions et les dépenses publiques et où les députés de l'opposition peuvent jouer un rôle modeste dans la gouverne du pays. »

Michael Den Tandt, de Postmedia News, croit aussi que les citoyens ont leur rôle à jouer pour remédier à la situation actuelle. « Les partis politiques ne peuvent guérir leurs propres maux. Pas d'eux-mêmes, du moins. Ils sont en conflit d'intérêts. Seule la volonté populaire peut les pousser vers une réforme. Mais avant que cela arrive, il faudra que les Canadiens ordinaires, ces amateurs de Tim Hortons dont la somnolence est tenue pour acquise depuis longtemps par le gouvernement Harper, cessent d'accepter les violations servies goutte à goutte. Les Canadiens commencent peut-être à réaliser qu'une tradition parlementaire centenaire, basée sur les conventions de décence, d'équité et de retenue, est réécrite au fil des jours. Si Jean Chrétien a écorné le recueil des règles non écrites, Harper et McGuinty l'ont brûlé. » D'où l'urgence de réagir.

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Depuis les rébellions de 1837-1838, le syndrome Louis-Joseph Papineau conditionne notre inconscient collectif. Plus que la défaite, la victoire nous fait peur.

POLITIQUE QUÉBÉCOISE

La révolution intranquille

VICTOR-LÉVY BEAULIEU

Écrivain

Nous publions une version écourtée d'une conférence prononcée vendredi au Super-conférence 2012 de L'Action nationale. La version complète sera publiée dans le prochain numéro de la revue.

La maladie a parfois ceci de bon qu'elle vous oblige à vous détacher des choses lointaines pour vous préoccuper davantage de celles qui sont proches. J'ai passé la récente campagne électorale assis dans mon fauteuil, devant le petit écran ou devant mon portable, à en suivre les péripéties. J'avoue ne pas avoir compris pourquoi analystes et commentateurs n'ont cessé de dire à quel point cette campagne était fascinante à observer. [...]

Durant la dernière semaine de la campagne électorale, qui fut d'un vide absolu, je crois bien que tout le monde avait compris que, peu importe le parti qui serait porté au pouvoir, il n'y aurait guère de changements fondamentaux dans la société québécoise. Les trois grands partis ont donc obtenu, à quelques points près, le même nombre de voix. [...]

L'inconscient collectif québécois n'a guère changé depuis 1976: si notre peuple ne cesse de s'interroger sur son identité, sur sa précarité, voire sur sa fin, c'est que nous vivons toujours le cauchemar de la défaite. Dans une autre société que la nôtre, Jacques Parizeau n'aurait sans doute pas démissionné de sa fonction de premier ministre au lendemain du référendum de 1995. Le premier ministre aurait sans doute eu recours à tous les moyens pour dénoncer les malversations anti-démocratiques du gouvernement fédéral. À la limite, il aurait pu déclencher un deuxième référendum.

Domage pour nous qu'il ne l'ait pas fait puisque, collectivement, nous en eûmes les jambes coupées et avons accepté passivement que ce référendum que nous avons dans les faits gagné devienne une amère défaite. C'est ce que j'appelle le syndrome Louis-Joseph Papineau qui, depuis les rébellions de 1837-1838, conditionne notre inconscient collectif. Plus que la défaite, la victoire nous fait peur. Pourquoi?

Inconscient collectif fissuré

Peut-être nos élites politiciennes ne savent-elles pas amalgamer les choses proches et les choses lointaines, de sorte qu'il y a la dissociation de la pensée collective. Et quand il y a ainsi dissociation de la pensée collective, il ne peut pas y avoir véritablement de projet de société. Le seul que le Québec s'est donné au siècle dernier, c'est celui de la Révolution tranquille, donc il y a plus de 60 ans. [...]

Aujourd'hui, les Québécois paraissent divisés comme ils ne l'ont jamais été, fragiles comme ils ne l'ont jamais été, ouverts à tout et, en même temps, fermés à tout, les choses se passant comme si notre inconscient collectif s'était fissuré, pour ne pas dire fractionné à son extrême limite. Quand un peuple en arrive là, la conscience nationale devient peau de chagrin. [...]

Voilà pourquoi je pense que Pauline Marois s'est peut-être fait à elle-même un cadeau de Grec en devenant la première femme de notre histoire

à devenir première ministre du Québec. [...] Par chance, les péquistes furent élus, mais pour former un gouvernement minoritaire.

On sait jusqu'à quel point le premier mois du gouvernement de Pauline Marois fut chaotique. Il nous a remis en mémoire le gâchis du Mario Dumont de 2007, qui devint le chef de l'opposition officielle. [...] On connaît trop bien la suite pour ne pas s'inquiéter de ce que pourra vraiment faire le gouvernement péquiste des projets les plus importants de son programme sur la langue, les ressources naturelles, l'environnement, la réforme fiscale et la culture.

[...] Il ne faut donc pas attendre de miracle de ce gouvernement. Forcé à ne voir qu'aux choses proches, il devra mettre beaucoup d'eau dans son vin, ne serait-ce que pour conserver le pouvoir jusqu'à ce que le Parti libéral renouvelé représente à nouveau un fameux risque non seulement pour le Parti québécois, mais pour l'idée même de l'indépendance.

[...] Faut-il alors désespérer de tout? Peut-on se reconforter à l'idée que les Écossais tiendront bientôt un référendum sur leur indépendance, que les Basques et les Catalans semblent aussi s'y diriger? Pas tout à fait. Les Écossais, les Basques et les Catalans forment des sociétés homogènes sur des territoires qu'ils occupent en totalité. Ce n'est pas notre cas au Québec. [...]

L'intranquillité

Après les élections du 4 septembre, après le premier mois chaotique du gouvernement Marois et face à la prochaine session parlementaire, ça serait encore faire montre de naïveté que de croire que nous ne vivons pas l'intranquillité. Majoritaire, le gouvernement du Parti québécois aurait sans doute pu se livrer à une gouvernance souverainiste peu dérangeante. Mais ça ne sera pas le cas, parce qu'il est minoritaire et qu'il n'est pas préparé à gouverner autrement.

Avec des adversaires politiques qui ont tout intérêt à le faire mal paraître, les frustrations s'ajouteront aux frustrations, les turbulences aux turbulences, les crises aux crises, autrement dit à une intranquillité telle que le Parti québécois ne pourra pas y faire face à moins de se réinventer. Si le passé est garant de l'avenir, je doute fort que le Parti québécois y arrive de son plein gré, qu'il sache profiter de cette intranquillité pour en faire

une force victorieuse, aussi bien dans les choses proches que dans les choses lointaines. Depuis trop longtemps électoraliste, le syndrome Louis-Joseph Papineau, celui de la défaite, trop profondément gravé en lui, le Parti québécois, même malgré nous, pourrait bien nous forcer à des choix radicaux.

Peu de temps devant nous

Nous devons nous y préparer dès maintenant. Voilà pourquoi je propose que nous nous inspirions de ces mouvements de masse qui émergent en Europe, qui rassemblent les femmes et les hommes politiques de toute allégeance, les étudiants et les groupes de pression, les syndicalistes et les entrepreneurs, les scientifiques et les agriculteurs, les intellectuels et le monde dit ordinaire, autrement dit les forces vives de la nation, et cela dans un but commun: sortir de l'intranquillité par une remise en question des institutions, de la bureaucratie qui les parasite, du corporatisme qui en est le corollaire et du grand capitalisme qui force vicieusement le monde à danser en rond.

Nous vivons la fin d'un Moyen Âge et nous avons à inventer la Renaissance. Pour que l'indépendance du Québec devienne une réalité, seul un véritable projet national, donc révolutionnairement intranquille, mais capable de relier les choses proches et les choses lointaines, peut en être le catalyseur.

Nous avons peu de temps devant nous pour mener dans ses grosseurs cette révolution intranquille. Mais si les étudiants ont réussi à créer le «printemps érable», pourquoi un grand rassemblement des forces vives de notre nation ne pourrait-il pas y arriver? [...] On ne vient pas au monde si on ne bat pas avec fureur des mains et des pieds, si on n'apprend pas à hurler! Un pays, ce n'est pas autre chose que le soi naissant aspirant au nous reconnaissable et reconnu. Jouer de la casserole ne suffit malheureusement pas pour passer de ce soi naissant au nous reconnaissable et reconnu. Comme l'a encore écrit Nietzsche, il faut qu'il y ait transvaluation de toutes les valeurs pour qu'on puisse échapper à l'Éternel Retour du Même. Il m'apparaît urgent qu'on en prenne conscience dès maintenant et qu'on agisse en conséquence!



AGENCE FRANCE-PRESSE

Je propose que nous nous inspirions de ces mouvements de masse qui émergent en Europe.

Pourquoi?



DENISE BOMBARDIER

Pour comprendre l'acharnement que le maire Gerald Tremblay déploie pour achever son mandat, il faut faire appel au système de valeurs qui inspire les actes de trop de braves gens qui se font une gloire de ne pas se mêler des affaires des autres, comme ils disent.

Le maire ne se représentera pas, mais il persiste à se vivre comme une victime du système de corruption qui prévalait autour de lui. Jadis, celui qui exerçait l'autorité se sentait responsable de ses subordonnés. Au Japon, des dirigeants se sont déjà fait hara-kiri à la suite de la faillite de leurs entreprises. On n'en demande pas tant sous nos cieux. Mais il ne fait pas de doute que l'idée même de responsabilité s'est diluée. Or l'exercice de tout pouvoir est indissociable de la responsabilité.

Ne pas savoir est aussi un choix d'une moralité douteuse. Fermer les yeux ouvre la porte à toutes les dérives. L'ingénieur Gilles Surprenant ne peut pas exister sans son Gerald Tremblay. Les corrupteurs ont besoin des non-voyants, des «je ne sais pas ce qui se passe» qui, par contre, détient l'autorité.

Cette mentalité, on la retrouve dans tous les secteurs d'activité et à chaque niveau hiérarchique.

Ne pas savoir met à l'abri non seulement des critiques, mais de la culpabilité, dont on a la phobie au Québec depuis que l'on s'est cru affranchi des péchés, des interdits et des tabous dans une confusion générale des genres. Le maire de Montréal ne savait pas, donc il n'est pas coupable de la corruption qui régnait dans les murs de la ville. Et comme il ne se sent pas coupable, personne ne peut lui faire de reproches. Il a les mains nettes même s'il a la mine grise depuis quelque temps. Et probablement qu'il ne comprend pas ce qu'il a fait de mal. Son angélisme désarçonne, mais l'angélisme ne commet pas de crime. Il n'ouvre que la voie de ceux qui, eux, passent à l'acte.

Et pourquoi tous ces fonctionnaires, petits ou hauts, qui eux baignaient au jour le jour dans le climat pourri, se taisaient-ils? Pour ne pas avoir de problèmes, évidemment. Se tenir

Ne pas savoir met à l'abri non seulement des critiques, mais de la culpabilité, dont on a la phobie au Québec

à carreau est une posture moins risquée, et n'est-ce pas celle d'une majorité de gens soucieux de leur confort, allergiques aux soucis, ayant peur de perdre leur job? C'est humain, somme toute. Les courageux ne courent pas les rues, cela se saurait.

Ceux qui parlent aujourd'hui, qui se confessent publiquement, le font sous la contrainte en essayant de faire pitié et en prenant un plaisir à peine contenu à raconter leurs forfanteries. De là notre malaise à les observer mutés en stars d'un soir avant que la nuit pénitentielle ne les renvoie au silence.

Les citoyens des villes, Montréal avant tout, ont érodé leur intérêt pour la chose municipale sans se soucier qu'en ne s'occupant pas de leurs affaires, des petits malins assoiffés d'enveloppes brunes ou de gros vautours à l'asphalte brûlant allaient, mine de rien, s'introuder dans les interstices des partis politiques ou des institutions démocratiques. Nous en sommes à constater les dégâts.

Comment alors remettre de la responsabilité dans la tête des gens qui se mêlent de leurs affaires?

Nous habitons tous la maison commune qu'est le Québec. Nous habitons tous une ville, un milieu de vie, un métier, un syndicat, une entreprise. Notre responsabilité n'est pas que verticale, elle est aussi horizontale. L'éthique collective n'est pas la somme des éthiques personnelles. Et ceux qui l'incarnent de par leur fonction doivent en assumer les dérapages et les perversions. Tous les «je me mêle de mes affaires», les «je ne sais pas» et les «ça ne m'intéresse pas» devraient faire leur mea-culpa.

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

ARCHITECTURE + DESIGN



Qui a peur de l'élégance ?

PHOTOS VITTORIO VIEIRA-VEFFIA

Avec ses coupes parfaitement exécutées, ses superpositions de silhouettes, ses trouvailles en matière de broderie, d'ornements et d'accessoires, Helmer, créateur de mode, expérimente à fond. Pourtant, malgré sa vision et son talent indéniable, les Montréalaises boudent cette élégance haut de gamme.

EMMANUELLE VIEIRA

La dernière collection printemps-été 2013 du créateur de mode Helmer est un éblouissement pour les sens. Travaillée comme un *patchwork* de styles aux origines multiculturelles, elle évoque les différentes facettes de la femme d'aujourd'hui, sous un angle délicieusement audacieux et toujours élégant...

Avec ses coupes parfaitement exécutées, ses superpositions de silhouettes, ses trouvailles en matière de broderie, d'ornements et d'accessoires, Helmer expérimente à fond. Pourtant, malgré sa vision et son talent indéniable, les Montréalaises boudent cette élégance haut de gamme. Or toutes les grandes capitales l'ont compris: l'image d'une ville passe autant par l'architecture que par la personnalité des femmes qui s'y promènent. À force de «ne pas oser», on se perd. À force d'ignorer nos génies créateurs, surtout en mode et en architecture, on les perd et ce sont les autres qui en profitent...

Helmer n'est plus à présenter. Connue dans le milieu de la haute couture parisienne, ce petit génie a dans les doigts des milliers d'heures d'expérience auprès de John Galiano, de Thierry Mugler, de Karl Lagerfeld et de Lesage. Il en a vu passer, des robes, des tissus, des perles, des collections toutes plus folles les unes que les autres. Il a vécu l'insomnie et la magie des semaines avant le défilé. Il a vu l'importance des petites mains, la force d'une équipe bien huilée derrière un couturier.

Depuis qu'il a ouvert sa boutique au 2020, boulevard Saint-Laurent à Montréal, Helmer a aussi ouvert, sans le savoir, une porte vers un autre design de mode, plus cultivé, plus élégant, plus avant-gardiste. Dans chacun de ses défilés, on retrouve cette magie des grands spectacles parisiens, mais ses collections sont bien ancrées ici. Donnant l'image d'une ville forte, multiculturelle et libre, il est étrange qu'Helmer ne soit pas encore l'ambassadeur d'une mode de qualité *made in Montréal*! Aurions-nous besoin de nettoyer nos lunettes pour admirer la perle posée devant nos yeux?

Design ? et travail !

Frédéric Metz, figure incontournable du design à Montréal, n'a pas eu besoin de les nettoyer, lui. Designer décoiffant,



«Sur chaque collection, c'est le défi technique qui m'attire en premier. Mes créations ne naissent pas de la facilité, mais plutôt d'une expérimentation longue, éprouvante et amusante», explique Helmer.

à l'image de l'accent grave qu'il a fait mettre sur le logo de l'UQAM (UQAM), Metz vient de sortir récemment un livre intitulé *Design ?* qui étudie les valeurs d'un design de qualité, toutes disciplines confondues. Metz s'est toujours questionné sur le rôle et la force du bon design. Il a toujours aussi été très impliqué dans le milieu de la mode, d'abord en Suisse, où il a défilé comme mannequin et créé des robes pour sa sœur et ses amies. Puis à Montréal, où il a fondé l'École de mode.

Fervent admirateur d'Helmer, il suit son travail avec passion depuis le début: «Helmer est toujours hypercréatif», dit Metz. Ses créations sont audacieuses, intrigantes. C'est beau, rigolo, ça éclabousse. Il sait chatouiller nos sens et parvient à m'émerveiller à chaque défilé», souligne-il. Pour la dernière collection d'Helmer, Metz dit avoir été impressionné par la variété des tenues et même un peu dérouté par l'absence d'un seul fil conducteur. «À la différence des collections du prêt-à-porter, dit Helmer, je conçois une tenue

pour chacune des occasions dans la journée d'une femme», dit-il, d'où la variété des univers proposés lors d'un défilé.

Ainsi, on a vu apparaître une extraordinaire petite robe noire fendue des deux côtés, qui allongeait le corps en le sculptant et donnait l'impression, lorsque la silhouette se mettait à marcher, d'une robe en ligne A. Toute rebrodée à la main à l'aide de sequins anthracite, la robe a représenté le plus beau défi technique pour le couturier.

D'autres pièces de la collection ont retenu notre attention, notamment le corset blanc et son pantalon en guipure de dentelle rebrodée, accompagné d'une traîne en tulle ayant subi toute une série de traitements, dont la pose de paillettes. Au plissage de la traîne, la vapeur a cuit les paillettes, ce qui donne un très bel effet nacré ou d'écaillés de poisson. Et que dire du masque de la tenue de mariée! Fruit d'une collaboration entre le couturier et l'artiste verrier Jean-Marc Giguère, le masque a



complètement bousculé l'image de la femme romantique. Ainsi, la mariée sans tête et avec une queue de poisson, serrée dans un corset et dans un pantalon brodé, entrouvre la porte vers un univers surréaliste des plus sublimes...

Mais la collection met aussi en scène d'incroyables tissus, notamment africains. Helmer, qui a reçu en cadeau une grande quantité d'imprimés anciens de collection, a tenu à rendre hommage à cet artisanat. Les bijoux en forme de dents, de la céramiste Maryvonne BoffoHier, sont venus rehausser certaines tenues avec brio.

«Sur chaque collection, c'est le défi technique qui m'attire en premier. Mes créations ne naissent pas de la facilité, mais plutôt d'une expérimentation longue, éprouvante et amusante», explique Helmer. Et c'est toute la différence avec l'industrie du prêt-à-porter. Là où certains dessinent pour un mode de production massive, Helmer préfère l'angle artisanal et artistique, comme le font tous

les inventeurs dans quelque domaine que ce soit...

Assumer les tenues d'Helmer

Il existe 15 synonymes pour exprimer l'élégance: adresse, beauté, cachet, chic, coquetterie, délicatesse, distinction, finesse, grâce, raffinement, savoir-vivre, style, sveltesse, tact, tenue. La Québécoise devrait exprimer toutes ces facettes dans sa manière de s'habiller, or on a l'impression qu'elle a peur de le faire. Est-ce un manque de culture ou la peur de trop affirmer sa féminité? Quoi qu'il en soit, il est triste de voir encore aujourd'hui dans les galas, ou aux bals de finissants, toutes ces belles femmes affadies par des tenues qui ne leur correspondent pas... «Les femmes ont peur d'assumer mes tenues. C'est trop osé, trop décolleté, trop coloré», lance Helmer. «À Montréal, on se contente de peu, poursuit Frédéric Metz. Les gens confondent souvent travail bien fait et arrogance. Or, pour être élégant, il faut aimer la perfection. Il faut se casser

la tête, se remettre en question.»

Pas de soutien aux créateurs hors normes

Pour Metz, Helmer est une personne à découvrir. Les deux hommes s'apprécient pour leurs valeurs communes: ils sont des travailleurs exigeants. Ils aiment voyager, entretenir leur culture et leurs références. Le bon design, c'est pour eux une manière de vivre, une façon de s'élever vers le beau et de communiquer avec grâce. «La mode au Québec est difficile pour le créateur, dit Metz, car on n'a jamais beaucoup investi dans ce domaine.»

Pour commencer, il n'y a pas d'ordre professionnel pour les créateurs de mode. Montréal possède son Bureau de la mode, mais on se demande bien à quoi il sert, ou plutôt qui il sert... La même chose avec tous ces organismes ou festivals qui fleurissent avec l'argent de l'État. Mission Design a récemment lancé le concours Facteur d. Or, parmi les sept catégories créées, aucun design de mode. L'organisme Sensation Mode n'est pas clair non plus: il invite certains créateurs très *in* à participer gratuitement aux festivals Mode et Design ou à la Semaine de mode de Montréal, mais demande à des Helmer et à bien d'autres de payer pour faire partie du festival! Où est la logique, surtout lorsque l'on sait que le public doit lui-même payer sa place pour assister aux défilés?

Pendant que certains s'en mettent plein les poches, des artisans couturiers ont bien du mal à se sortir la tête de l'eau... Des gens comme Helmer, qui misent sur la qualité plutôt que sur la quantité, sont primordiaux pour Montréal. Car ces types de créations sont des moteurs; ils lancent les tendances et donnent un ton ou une identité forte à une ville. Retirez-les de Paris et la Parisienne meurt. Rayez-les de New York et toute l'audace new-yorkaise disparaît... L'expérimentation en mode, ça n'a pas de prix! Il serait temps que Montréal le comprenne.

«On a plus de talents ici qu'à Toronto», dit Metz. Mais ici on s'entredéchire, on se tire dans les pattes, alors que pendant ce temps les Torontois regroupent leurs intérêts et prennent plusieurs longueurs d'avance sur nous.»

Collaboratrice
Le Devoir

Modèle: Maude Guilmette.
Maquillage: Maria Vizzi,
salon Aveda (boulevard Saint-Laurent).
Coiffure: Victor.